



Rapport financier semestriel au 30 juin 2018

Rapport financier semestriel au 30 juin 2018

Sommaire

I. Chiffres clés	3
II. Rapport d'activité semestriel	4
1. Activité et faits marquants du 1^{er} semestre 2018	5
1.1 Activité	5
1.2 Faits marquants	5
2. Analyse des résultats consolidés du 1^{er} semestre 2018	5
2.1 Méthodes de consolidation	5
2.2 Résultat et activité du Groupe pendant le 1 ^{er} semestre 2018	6
2.3 Transactions entre parties liées	9
3. Événements importants survenus après la clôture	9
4. Evolution prévisible et perspectives d'avenir	9
5. Facteurs de risques	9
5.1 Risques juridiques	9
5.2 Risques financiers	10
5.3 Risques sur actions	10
6. Gouvernement d'entreprise	10
7. Capital – Répartition du capital et des droits de vote au 30 juin 2018	12
8. Informations boursières	13
8.1 Fiche signalétique	13
8.2 Cours de l'action VIDELIO	13
8.3 Evolution du cours de l'action VIDELIO au cours du 1 ^{er} semestre 2018	13
8.4 Calendrier financier	13
III. Comptes consolidés semestriels résumés du Groupe	14
1. Comptes consolidés semestriels résumés du Groupe au 30 juin 2018	15
1.1 Bilan consolidé	15
1.2 Compte de résultat consolidé	16
1.3 Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	17
1.4 Tableau de variation des capitaux propres	17
1.5 Tableau consolidé des flux de trésorerie	18
1.6 Notes annexes aux comptes consolidés semestriels résumés	19
2. Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés au 30 juin 2018	27
IV. Personnes responsables	28
1. Responsables du rapport financier semestriel	29
1.1 Identité des responsables du rapport financier semestriel	29
1.2 Attestation des responsables du rapport financier semestriel	29
2. Responsables du contrôle des comptes	30
2.1 Commissaires aux comptes titulaires	30
2.2 Commissaires aux comptes suppléants	30
V. Remarques générales	31
1. Définitions	31
2. Informations financières	31

I. Chiffres clés

Informations financières consolidées au 30 juin 2018

K€	30/06/2018 ⁽¹⁾	30/06/2017	Evolution (%)
Chiffre d'affaires net	121 707	120 088	1,3
Ebitda	5 373	3 480	54,4
Ebit	2 907	1 303	123,1
Résultat net de l'ensemble consolidé	3 047	-773	494,2
Résultat net part du Groupe	3 047	-773	494,2
Résultat de base par action	0,12 €	-0,03 €	500,0

(1) Les comptes semestriels résumés au 30 juin 2018 intègrent 5 mois d'activité de C2M et les comptes de la société VIDELIO Global Services, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés le 12 octobre 2017. Ils intègrent également, sans impact significatif, les comptes de la société VIDELIO Algérie constituée en octobre 2017, qui n'a pas eu d'activité depuis sa constitution.

K€	30/06/2018	30/06/2017	Evolution (%)	31/12/2017
Endettement financier brut ⁽¹⁾	16 272	18 522	-12,1	18 371
Trésorerie ⁽²⁾	20 320	14 511	40,0	18 907
Trésorerie nette ⁽³⁾	4 048	-4 011	200,9	535
Capitaux propres	34 247	30 974	10,6	31 982

(1) L'endettement financier brut est constitué des passifs financiers à court et long terme (emprunts, emprunts en crédit-bail, compte courant) hors factor.

(2) La trésorerie est constituée par la trésorerie brute diminuée des découverts bancaires. En 2017, elle exclut la trésorerie de la société C2M - Intelware pour 3 564 K€.

(3) La trésorerie nette est constituée de la trésorerie diminuée de l'endettement financier brut hors factor.

II. Rapport d'activité semestriel

1. Activité et faits marquants du 1^{er} semestre 2018
2. Analyse des résultats consolidés du 1^{er} semestre 2018
3. Événements importants survenus après la clôture
4. Evolution prévisible et perspectives d'avenir
5. Facteurs de risques
6. Gouvernement d'entreprise
7. Répartition du capital et des droits de vote au 30 juin 2018
8. Informations boursières

1. Activité et faits marquants du 1^{er} semestre 2018

1.1 Activité

Cf. paragraphe 2.2 ci-dessous.

1.2 Faits marquants

La réalisation définitive de la cession de la société C2M-Intelware (qui était filiale à 100 % de la Société) au profit d'EET France est intervenue le 1^{er} juin 2018. Le Groupe EET est un grossiste multi spécialiste, multi sectoriel, implanté et respecté en Europe avec près de 5 000 clients actifs en France et plus de 400 M€ de chiffre d'affaires. Un accord commercial a été signé entre VIDELIO et EET France concomitamment à la réalisation de la cession, permettant ainsi au Groupe VIDELIO de maintenir des relations commerciales fortes avec C2M-Intelware et d'élargir son offre grâce à l'apport des références d'EET France. Cette cession va permettre au Groupe VIDELIO de se concentrer sur le développement de ses deux secteurs clés d'activité, les secteurs « Digital & Media » et « Events ».

Le Groupe a pris la décision au cours du premier semestre de réduire fortement l'activité (déficitaire) d'une de ses filiales de l'UGT Média. Cette décision a conduit à constater une dépréciation de 0,9 M€ de l'écart d'acquisition de cette UGT (cf. note 10 des comptes consolidés semestriels résumés).

Les faits marquants relatifs à la gouvernance sont présentés au paragraphe 6 ci-dessous.

2. Analyse des résultats consolidés du 1^{er} semestre 2018

2.1 Méthodes de consolidation

La Société a établi des comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2018 en application des dispositions de l'article L. 233-16 du Code de Commerce, conformément à la norme IAS 34.

L'annexe aux comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2018, avec le détail de ceux-ci contient toutes les explications sur les méthodes retenues pour l'établissement de ces comptes consolidés semestriels.

Les règles de présentation et les méthodes d'évaluation comptables sont conformes à la réglementation en vigueur.

Le périmètre de consolidation intègre au 1^{er} semestre 2018, comme au 31 décembre 2017 la société VIDELIO Global Services constituée en octobre 2017 en vue de développer l'offre d'infogérance à destination des chaînes de télévision et des diffuseurs de contenus.

Comme indiqué ci-dessus, la société C2M est sortie du périmètre de consolidation à compter du 1^{er} juin 2018, date de la réalisation de la cession de 100 % de son capital au profit d'EET France (cf. paragraphe 1.2 ci-dessus).

Les comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2018 présentés dans le présent rapport financier semestriel ont été revus par le comité d'audit et le conseil de surveillance de la Société le 21 septembre 2018 ; ils ont été arrêtés par le directoire le 21 septembre 2018.

2.2 Résultats et activité du Groupe pendant le 1^{er} semestre 2018

2.2.1 Résultats

◆ Contribution des activités au chiffre d'affaires consolidé

K€	30/06/2018	30/06/2017	Evolution (%)
Digital & Media	95 841	89 704	6,8
Events	14 802	15 787	-6,2
Autres activités	11 064	14 597	-24,2
Total	121 707	120 088	1,3

2.2.2 Analyse de la rentabilité opérationnelle et du résultat net

◆ Contribution des activités à l'Ebitda

K€	30/06/2018	30/06/2017	Evolution (%)
Digital & Media	3 508	2 552	37,5
Events	722	366	97,3
Autres activités	1 143	562	103,4
Total	5 373	3 480	54,4

◆ Contribution des activités au résultat opérationnel courant (Ebit)

K€	30/06/2018	30/06/2017	Evolution (%)
Digital & Media	2 632	1 750	50,4
Events	-206	-624	-67,0
Autres activités	480	177	171,2
Total	2 907	1 303	123,1

◆ Analyse de la formation du résultat opérationnel courant (Ebit) et du résultat net

K€	30/06/2018	30/06/2017	Evolution (%)
Chiffre d'affaires net	121 707	120 088	1,3
Achats consommés	-48 074	-54 096	-11,1
Marge sur achats consommés	73 633	65 992	11,6
<i>Marge sur achats consommés (%)</i>	<i>60,5</i>	<i>54,9</i>	
Charges externes	-30 810	-29 911	3,0
Marge après achats et charges externes	42 823	36 081	18,7
<i>Marge après achats et charges externes (%)</i>	<i>35,2</i>	<i>30,1</i>	
Charges de personnel	-36 104	-30 875	16,9
Résultat opérationnel courant (Ebit)	2 907	1 303	123,1
<i>Résultat opérationnel courant (%)</i>	<i>2,4</i>	<i>1,1</i>	
Résultat opérationnel	5 328	654	714,7
Coût de l'endettement financier brut	-518	-332	56,0
Autres charges et produits financiers	104	-66	-257,6
Résultat net de l'ensemble consolidé	3 047	-773	494,2
Parts des intérêts minoritaires			
Résultat net part du groupe	3 047	-773	494,2

Le chiffre d'affaires est en augmentation de 1,3% entre le 30 juin 2017 et le 30 juin 2018. C2M y contribue à hauteur de 10 292 K€ pour 5 mois d'activité (contre 13 020 K€ pour le 1^{er} semestre 2017).

Le chiffre d'affaires du secteur « Digital & Media » est de 95 841 K€ au 30 juin 2018 contre 89 704 K€ au 30 juin 2017, soit une hausse du chiffre d'affaires de 6,8%.

Le chiffre d'affaires du secteur « Events » est en diminution de 6,2% et s'établit à 14 802 K€ contre 15 787 K€ au 30 juin 2017.

Le chiffre d'affaires du secteur « Autres activités » s'élève à 11 064 K€ contre 14 597 K€ au 30 juin 2017 à périmètre publié, soit une diminution de 24,2% et à 772 K€ contre 1 577 K€ au 30 juin 2017 à périmètre comparable, i.e. hors C2M.

Au 1^{er} semestre 2018, la marge sur achats consommés augmente de 11,6% et s'établit à 73 633 K€ contre 65 992 K€ au 1^{er} semestre 2017. La marge après achats et charges externes, ces dernières incluant les coûts fixes, passe de 30,1% au 30 juin 2017 à 35,2% au 30 juin 2018.

Les charges externes s'élèvent à 30 810 K€ au 1^{er} semestre 2018 contre 29 911 K€ au 1^{er} semestre 2017. Les charges de personnel avant imputation du CICE ont augmenté de 5 136 K€.

Le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) est comptabilisé en diminution des charges salariales et s'élève à 526 K€ contre 619 K€ au 1^{er} semestre 2017.

Le résultat opérationnel courant est positif de 2 907 K€ au 30 juin 2018, contre un résultat opérationnel courant positif de 1 303 K€ au 30 juin 2017.

Le résultat financier s'élève à -414 K€ au 30 juin 2018 contre -398 K€ au 30 juin 2017.

Le résultat net est positif de 3 047 K€ au 30 juin 2018 contre un résultat net négatif de 773 K€ au 30 juin 2017.

2.2.3 Structure financière consolidée

◆ Bilan simplifié

ACTIF (K€)	30/06/2018	30/06/2017	Evolution (%)	31/12/2017
Actifs non courants	45 410	48 393	-6,2	47 607
<i>dont écarts d'acquisition</i>	25 692	27 428	-6,3	26 613
<i>dont impôts différés actifs</i>	4 429	5 796	-23,6	4 810
Actifs courants	80 636	89 760	-10,2	97 749
<i>dont stocks</i>	7 675	10 145	-24,3	6 331
<i>dont actifs sur contrats ⁽¹⁾</i>	10 451			
<i>dont clients</i>	22 480	44 316	-49,3	41 513
<i>dont trésorerie et équivalents</i>	20 436	17 076	19,7	22 033
<i>dont actifs non courants détenus en vue de la vente</i>				8 837
Total Actif	126 046	138 154	-8,8	145 356

(1) Cf. note 1.6 des comptes consolidés semestriels résumés.

PASSIF (K€)	30/06/2018	30/06/2017	Evolution (%)	31/12/2017
Capitaux propres groupe	34 247	30 974	10,6	31 982
Intérêts minoritaires				
Capitaux propres de l'ensemble	34 247	30 974	10,6	31 982
Passifs non courants	13 533	16 403	-17,5	12 766
<i>dont emprunts</i>	6 888	9 139	-24,6	6 354
Passifs courants	78 266	90 777	-13,8	100 609
<i>dont dettes fournisseurs</i>	31 824	38 028	-16,3	35 669
<i>dont passifs sur contrats⁽¹⁾</i>	7 336			
<i>dont emprunt court terme</i>	9 384	9 383	0,0	12 017
<i>dont concours bancaire</i>	116	2 565	-95,5	3 126
<i>dont passifs non courants détenus en vue de la vente</i>				9 477
Total Passif	126 046	138 154	-8,8	145 356

(1) Cf. note 1.6 des comptes consolidés semestriels résumés.

Le total du bilan consolidé du Groupe s'établit à 126 046 K€ au 30 juin 2018 contre 138 154 K€ au 30 juin 2017.

Les actifs non courants s'élèvent à 45 410 K€ au 30 juin 2018 contre 48 393 K€ au 30 juin 2017.

Les actifs courants s'établissent à 80 636 K€ au 30 juin 2018 contre 89 760 K€ au 30 juin 2017. Au 30 juin 2018, ils comprennent un montant de 10 451 K€ au titre des « Actifs sur contrats » correspondant aux créances liées aux contrats en cours par suite de l'application de la norme IFRS 15 « *Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients* ». Au 31 décembre 2017 et au 30 juin 2017, ces actifs figuraient au sein du poste « Clients et comptes rattachés » (Cf. note 1.6 des comptes consolidés semestriels résumés).

Au 30 juin 2018, les capitaux propres s'élèvent à 34 247 K€ contre 30 974 K€ au 30 juin 2017.

Les passifs non courants s'élèvent à 13 533 K€ au 30 juin 2018 contre 16 403 K€ au 30 juin 2017 et sont composés d'emprunts bancaires (part des emprunts à plus d'un an).

Les passifs courants s'élèvent à 78 266 K€ au 30 juin 2018 contre 90 777 K€ au 30 juin 2017. Au 30 juin 2018, ils comprennent un montant de 7 336 K€ au titre des « Passifs sur contrats » correspondant aux passifs liés aux contrats en cours par suite de l'application de la norme IFRS 15 « *Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients* ». Au 31 décembre 2017 et au 30 juin 2017, ces passifs figuraient au sein du poste « Autres dettes - Acomptes clients et produits constatés d'avance » (Cf. note 1.6 des comptes consolidés semestriels résumés).

◆ **Endettement financier net**

K€	30/06/2018	30/06/2017	Evolution (%)	31/12/2017
Endettement financier brut ⁽¹⁾	16 272	18 522	-12,1	18 371
Trésorerie ⁽²⁾	20 320	14 511	40,0	18 907
Trésorerie nette ⁽³⁾	4 048	-4 011	200,9	535

(1) L'endettement financier brut est constitué des passifs financiers à court et long terme (emprunts, emprunts en crédit-bail, compte courant) hors factor.

(2) La trésorerie est constituée par la trésorerie brute diminuée des découverts bancaires.

(3) La trésorerie nette est constituée de la trésorerie diminuée de l'endettement financier brut hors factor.

Le niveau de trésorerie nette est en augmentation de 8 059 K€ entre le 30 juin 2017 et le 30 juin 2018.

◆ Analyse des flux de trésorerie

K€	30/06/2018	30/06/2017	Evolution (%)
Flux nets de trésorerie liés à l'activité	-3 983	-12 566	-68,3
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	9 078	-3 672	347,2
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	-3 770	2 707	-239,3
Variation de trésorerie	1 413	-13 708	110,3
Trésorerie nette à l'ouverture	18 907	28 219	-33,0
Trésorerie nette à la clôture	20 320	14 512	40,0

Les flux nets de trésorerie liés à l'activité sont négatifs de 3 983 K€ en baisse par rapport au 30 juin 2017. Le Groupe a enregistré une variation du Besoin en Fonds de Roulement de + 6 725 K€ sur le semestre. Cette hausse du Besoin en Fonds de Roulement est liée principalement à la diminution du poste fournisseurs.

Sur le 1^{er} semestre 2018, le Groupe a remboursé 3 270 K€ d'emprunts contre 3 000 K€ sur le 1^{er} semestre 2017, dont 1 109 K€ d'emprunts en location- financement et 849 K€ d'avance de trésorerie faites par les établissements bancaires en contrepartie de la mobilisation des créances de l'établissement italien de VIDELIO - HMS et Harbour Marine Systems.

Le Groupe a acquis 811 K€ d'immobilisations incorporelles et corporelles sur le 1^{er} semestre 2018.

A la connaissance de la Société, il n'existe pas de restrictions à l'utilisation de capitaux qui ont influé sensiblement ou pouvant influencer sensiblement, de manière directe ou indirecte, sur les opérations du Groupe.

2.3 Transactions entre parties liées

Aucun changement significatif n'est intervenu concernant les transactions entre parties liées au cours du 1^{er} semestre 2018 par rapport aux informations figurant dans le Document de Référence 2017.

3. Evénements importants survenus après la clôture

A la connaissance de la Société, aucun événement important n'est intervenu entre le 30 juin 2018 et la date du présent document.

4. Evolution prévisible et perspectives d'avenir

Le Groupe poursuit sa stratégie d'expansion endogène et d'investissement en vue de favoriser son développement tant en France qu'à l'international avec pour objectifs la croissance de ses activités et l'amélioration de leur rentabilité.

La Société n'a pas connaissance de tendance certaine, ni d'événements susceptibles d'influer sensiblement sur les perspectives du Groupe, au moins pour l'exercice en cours.

5. Facteurs de risques

L'ensemble des facteurs de risques auxquels est soumis le Groupe est décrit en pages 19 à 29 (incluse) du Document de Référence 2017 (Livre II).

Figure ci-dessous une description de l'évolution des facteurs de risques par rapport aux informations figurant dans le Document de Référence 2017.

5.1 Risques juridiques

Aucune provision significative pour risque sur litige n'a été comptabilisée au cours du 1^{er} semestre 2018.

5.2 Risques financiers

Les risques financiers n'ont pas évolué de manière significative au cours du 1^{er} semestre 2018.

5.3 Risques sur actions

En décembre 2010, la Société a procédé au rachat de 1 628 301 actions propres dans le cadre de l'Offre Publique d'Achat Simplifiée. Ces actions sont comptabilisées pour leur valeur d'acquisition, soit 1 953 961,20 € (1,20 € par action), augmenté des frais d'acquisition, soit au total 2 211 721,76 €.

Suite à la mise en place du contrat de liquidité (cf. ci-dessous), le solde des actions auto-détenues par la Société en compte nominatif s'élève à 1 578 301. Au 30 juin 2018, leur valeur de marché s'élevait à 2 777 810 € (contre 3 228 137 € au 30 juin 2017). L'exposition aux risques des marchés actions est uniquement liée aux variations du cours des actions auto-détenues.

A compter du 1^{er} février 2013, la Société a confié à Kepler Capital Markets (Paris) la mise en œuvre d'un contrat de liquidité portant sur ses actions conforme à la Charte de déontologie établie par l'Association française des marchés financiers (AMAFI) et approuvée par l'Autorité des marchés financiers le 21 mars 2011.

Lors de sa mise en œuvre, les moyens affectés au contrat de liquidité confié à Kepler Capital Markets étaient les suivants :

- 50 000 actions, et
- 25 000 € en espèces.

Au 30 juin 2018, les moyens suivants figuraient au contrat de liquidité :

- 35 287 actions, et
- 55 932,72 € en espèces.

Il est rappelé qu'au 31 décembre 2017, les moyens suivants figuraient au contrat de liquidité :

- 41 205 actions, et
- 44 674,74 € en espèces.

* * *

Sous réserve de ce qui est indiqué ci-dessus, les facteurs de risques décrits dans le Document de Référence 2017 n'ont pas évolué de manière significative au cours du 1^{er} semestre 2018. La Société n'a pas connaissance de nouveaux risques ou incertitudes susceptibles d'avoir un impact négatif au cours du 2^{ème} semestre 2018.

6. Gouvernement d'entreprise

L'assemblée générale des actionnaires de VIDELIO réunie le 26 juin 2018 a renouvelé les mandats de membres du conseil de surveillance de Madame Geneviève Giard, Monsieur Emmanuel André de même que celui des sociétés Crozaloc (qui est représentée au conseil par Madame Cécile Hulaud) et Comir (qui est représentée au conseil par Monsieur Christian Haas). Elle a également nommé en qualité de nouveau membre, Robert Léon (qui était président du directoire jusqu'alors), en remplacement de David Chouraqui dont le mandat n'a pas été renouvelé dans la perspective de sa nomination au directoire (cf. ci-dessous).

Lors de la réunion du conseil de surveillance qui s'est tenue le 26 juin 2018 à l'issue de l'assemblée générale susvisée, le conseil a décidé de nommer Monsieur Robert Léon en qualité de président du conseil de surveillance et renouvelé Monsieur Emmanuel André en qualité de vice-président du conseil de surveillance.

Le conseil de surveillance, statuant conformément aux dispositions de l'article 823-19 du Code de commerce, a décidé de nommer Madame Geneviève Giard, Messieurs Robert Léon et Emmanuel André ainsi que la

société Crozaloc en qualité de membres du comité d'audit ; il a désigné Madame Geneviève Giard en qualité de présidente du comité d'audit.

Le conseil de surveillance a également renouvelé le mandat de censeur de Monsieur Michel Charles.

Suite à ces changements, la composition du conseil de surveillance et du comité d'audit est la suivante :

Nom	Mandat au sein du conseil de surveillance	Mandat au sein du comité d'audit
Robert Léon	Président du conseil de surveillance	Membre du comité d'audit
Emmanuel André	Vice-président du conseil de surveillance	Membre du comité d'audit
Geneviève Giard	Membre du conseil de surveillance	Présidente du comité d'audit
Crozaloc, représentée par Cécile Hulaud	Membre du conseil de surveillance	Membre du comité d'audit
Comir, représenté par Christian Haas	Membre du conseil de surveillance	

Le conseil de surveillance susvisé a également procédé à la nomination du directoire dont le mandat était arrivé à échéance. Messieurs Hervé de Galbert, Guillaume Durieux et Pascal Zératès ont été reconduits dans leurs fonctions de membre du directoire et directeur général, et Monsieur David Chouraqui a été désigné en qualité de nouveau membre et président. Le directoire, nommé pour une durée de 3 ans expirant à l'issue de l'assemblée qui sera convoquée à l'effet de statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020, est désormais composé des personnes suivantes :

- Président du directoire : David Chouraqui
- Membre du directoire et directeur général : Hervé de Galbert
- Membre du directoire et directeur général : Guillaume Durieux
- Membre du directoire et directeur général : Pascal Zératès

Les informations concernant les membres du conseil de surveillance, le censeur et les membres du directoire figurent dans le rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise incorporé dans le Document de Référence 2017.

7. Capital – Répartition du capital et des droits de vote au 30 juin 2018

Le tableau ci-dessous montre l'évolution de la répartition du capital et des droits de vote entre le 31 décembre 2017 et le 30 juin 2018.

Actionnaires	Situation au 30 juin 2018			Situation au 31 décembre 2017		
	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote théoriques	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote théoriques
Membres du conseil de surveillance, membres du directoire, censeurs, cadres et salariés						
Crozaloc	12 078 711	46,27	50,42	12 078 711	46,44	50,36
Michel Charles	163 560	0,63	0,68	163 560	0,63	0,68
Robert Léon ⁽¹⁾	125 049	0,48	0,26	125 049	0,48	0,26
Autres membres du conseil de surveillance et censeurs	112	ns	ns	213	ns	ns
David Chouraqui ⁽²⁾	80 022	0,31	0,17	-	-	-
Guillaume Durieux	10 859	0,04	0,05	10 859	0,04	0,02
Cadres et salariés ⁽³⁾	272 507	1,04	1,11	265 422	1,02	0,98
Sous-total	12 730 820	48,77	52,69	12 643 814	48,61	52,30
Principaux actionnaires						
Sochrastem	4 397 917	16,85	18,36	4 397 917	16,91	18,34
Gonset Holding	3 700 840	14,18	15,25	3 700 840	14,23	15,23
Salim Investment	684 050	2,62	2,86	684 050	2,63	2,85
Port-Noir Investment	313 312	1,20	1,31	313 312	1,20	1,31
Sous-total	9 096 119	34,85	37,77	9 096 119	34,97	37,73
Public – Autocontrôle						
Public	2 661 856	10,20	6,63	2 650 808	10,19	6,59
Autocontrôle ⁽⁴⁾	1 578 301	6,05	3,29	1 578 301	6,07	3,29
Contrat de liquidité ⁽⁵⁾	35 287	0,14	0,07	41 205	0,16	0,09
Total	26 102 383	100,00	100,00	26 010 247	100,00	100,00

(1) Sur les 125 049 actions mentionnées ci-dessus, 120 454 sont détenues directement par Robert Léon et 4 595 actions par l'intermédiaire de la société Linden Holding, EURL dont il détient 100 % du capital.

(2) 80 021 actions sont détenues par la société Inissium, SASU dont David Chouraqui est l'associé unique et le président.

(3) Les actions et droits de vote des cadres et salariés du Groupe correspondent aux actions inscrites en comptes nominatifs.

(4) Les actions d'autocontrôle correspondent aux actions rachetées dans le cadre de l'offre publique d'achat simplifiée réalisée en décembre 2010 (cf. paragraphe 6.2 ci-dessus).

(5) Solde du contrat de liquidité à la date considérée.

David Chouraqui, président du directoire, a acquis, le 29 juin 2018, par l'intermédiaire de la société Inissium, société par actions simplifiée dont il est l'associé unique et président, 80 021 actions VIDELIO. Cette opération a fait l'objet d'une déclaration auprès de l'AMF le 3 juillet 2018 conformément à la réglementation en vigueur (cf. Décision et Information AMF n° 2018DD566977).

Le 3 juillet 2018, le directoire a constaté que, suite à l'exercice de 82 900 options de souscription d'actions de la Société fin juin 2018, la Société a créé 92 136 actions nouvelles, soit une augmentation de capital d'un montant nominal de 27 640,80 € assortie d'une prime d'émission de 104 999,20 € correspondant à une souscription d'un montant total, prime d'émission incluse, de 132 640 €. Le directoire a également constaté que suite à cette augmentation de capital, le capital de la Société était porté de 7 803 074,10 € divisé en 26 010 247 actions de 0,30 € de valeur nominale chacune à 7 830 714,90 € divisé en 26 102 383 actions de 0,30 € de valeur nominale chacune.

A la connaissance de la Société, sous réserve de ce qui indiqué ci-dessus, il n'y a pas eu d'évolution significative de la répartition du capital et des droits de vote de la Société entre le 30 juin 2018 et la date du présent rapport.

8. Informations boursières

8.1 Fiche signalétique

Cotation :	Nyse – Euronext
Marché :	Euronext Paris – Compartiment C
Code ISIN :	FR0000066680
Mnémonique :	VDLO
Capital social :	7 803 074,10 €
Nombre d'actions :	26 102 383
Capitalisation boursière : (au 30 juin 2018)	45 940 194 €

8.2 Cours de l'action VIDELIO

Cours de l'action	(€)
Premier cours du 1 ^{er} semestre 2018	1,65
Plus haut	1,95
Plus bas	1,53
Dernier cours du 30 juin 2018	1,76
Moyenne	1,66

8.3 Evolution du cours de l'action VIDELIO au cours du 1^{er} semestre 2018



8.4 Calendrier financier du deuxième semestre 2018

▪ Comptes consolidés et résultats du 1 ^{er} semestre 2018	21 septembre 2018
▪ Chiffre d'affaires du 3 ^{ème} trimestre 2018	15 novembre 2018
▪ Chiffre d'affaires du 4 ^{ème} trimestre 2018 – Chiffre d'affaires 2018	15 février 2019

III. Comptes consolidés semestriels résumés

1. Comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2018
2. Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés au 30 juin 2018

1. Comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2018

1.1 Bilan consolidé

ACTIF en K€	30/06/18	30/06/17	31/12/17	Note
Ecart d'acquisition	25 692	27 428	26 613	
Immobilisations incorporelles	2 295	2 571	2 564	
Immobilisations corporelles	11 784	11 298	12 407	4
Actifs financiers	1 210	1 299	1 213	
Impôts différés	4 429	5 796	4 810	
Actifs non courants	45 410	48 393	47 607	
Stocks	7 675	10 145	6 331	
Actifs sur contrats	10 451			1
Clients	22 480	44 316	41 513	5
Autres créances	17 983	16 230	15 715	
Actifs financiers	1 611	1 993	3 320	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	20 436	17 076	22 033	
Actifs non courants détenus en vue de la vente		-	8 837	
Actifs courants	80 636	89 760	97 749	
Total des actifs	126 046	138 154	145 356	

PASSIF en K€	30/06/18	30/06/17	31/12/17	Note
Capital ⁽¹⁾	7 803	7 803	7 803	
Primes ⁽¹⁾	9 992	9 016	9 992	
Réserves et résultat consolidé ⁽²⁾	16 452	14 155	14 186	
Capitaux propres part du groupe	34 247	30 974	31 982	1.4
Intérêts minoritaires				7
Capitaux propres de l'ensemble	34 247	30 974	31 982	
Engagements de retraite	6 424	6 851	6 168	12
Emprunts	6 888	9 139	6 354	6
Impôts différés passifs	222	259	222	
Autres passifs à long terme	0	155	22	
Passifs non courants	13 533	16 403	12 766	
Fournisseurs	31 824	38 028	35 669	
Emprunts à court terme	9 500	11 948	15 143	6
Dettes sociales et fiscales	21 034	17 529	21 176	
Passifs sur contrats	7 336			1
Autres dettes	6 518	20 449	16 343	
Provisions	2 054	2 823	2 800	
Passifs non courants détenus en vue de la vente		-	9 477	
Passifs courants	78 266	90 777	100 609	
Total des passifs	126 046	138 154	145 356	

(1) de l'entreprise mère consolidante.

(2) dont résultat net de l'exercice part groupe 3 047 K€ au 30 juin 2018, -289 K€ au 31 décembre 2017 et -773 K€ au 30 juin 2017.

1.2 Compte de résultat consolidé

En K€	30/06/18	30/06/17	31/12/17	Note
Chiffre d'affaires net	121 707	120 088	252 980	9
Achats consommés	-48 074	-54 096	-118 304	
Charges externes	-30 810	-29 911	-59 282	
Charges de personnel	-36 104	-30 875	-62 840	
Impôts et taxes	-1 449	-1 264	-2 117	
Dotations aux amortissements	-2 467	-2 178	-4 547	
Dotations aux provisions	-5	-949	-1 780	
Autres produits d'exploitation courants	428	667	1 057	
Autres charges d'exploitation courantes	-321	-179	-558	
Résultat opérationnel courant	2 907	1 303	4 610	
Autres produits opérationnels non courants	3 514	222	296	10
Autres charges opérationnelles non courantes	-1 093	-870	-1 556	10
Résultat opérationnel non courant	2 421	-648	-1 260	
Résultat opérationnel	5 328	654	3 349	
Coût de l'endettement financier net	-518	-332	-802	
Autres produits financiers	524	658	1 040	
Autres charges financières	-420	-724	-1 104	
Impôt sur les résultats	-1 867	-1 029	-2 771	11
Résultat net de l'ensemble consolidé	3 047	-773	-289	
Part des intérêts minoritaires				
Résultat net part du groupe	3 047	-773	-289	
Résultat de base par action	0,12	-0,03	-0,01	8
Résultat dilué par action ⁽¹⁾	0,12	-0,03	-0,01	8

(1) Le bénéfice utilisé pour le calcul du résultat dilué par action est celui préconisé par la norme IAS 33. Celui-ci est divisé par le nombre théorique maximal d'actions à créer (voir note 7).

1.3 Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

En K€	30/06/18	30/06/17	31/12/17
Résultat net - Part du groupe	3 047	-773	-289
Gains et pertes actuariels sur engagements de retraite	25	34	718
Instruments financiers : variation de juste valeur	21		
Sous total des éléments non recyclables en résultat	46	34	718
Ecart de conversion, nets d'impôt	149	-319	-480
Sous total des éléments recyclables en résultat	149	-319	-480
Autres éléments du résultat global au titre de la période, nets d'impôts	195	-285	238
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres - Part du groupe	3 242	-1 058	-51
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres - Part des minoritaires			
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	3 242	-1 058	-51

1.4 Tableau des variations des capitaux propres consolidés

En K€	Capital	Primes	Réserves ⁽¹⁾	Résultat de l'exercice part groupe	Capitaux propres part groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres totaux
Situation au 01/01/2017	7 804	9 992	14 025	1 187	33 007		33 007
Résultat au 30/06/2017				-773	-773		-773
Affectation résultat 31/12/2016			1187	-1187			
Distribution de dividendes			-976		-976		-976
Ecart de conversion			-319		-319		-319
Stocks options							
Gains et pertes actuariels			34		34		34
Instruments financiers : variation de juste valeur							
Augmentation de capital							
Variation de périmètre							
Situation au 30/06/2017	7 804	9 992	13 951	-773	30 974		30 974
Situation au 01/01/2018	7 803	9 992	14 476	-289	31 982		31 982
Résultat au 30/06/2018				3 047	3 047		3 047
Affectation résultat 31/12/2017			-289	289			
Distribution de dividendes ⁽²⁾			-976		-976		-976
Ecart de conversion			149		149		149
Gains et pertes actuariels			25		25		25
Instruments financiers : variation de juste valeur			21		21		21
Augmentation de capital							
Variation de périmètre							
Situation au 30/06/2018	7 803	9 992	13 406	3 047	34 247		34 247

(1) Dont autres réserves et report à nouveau 14 841 K€, actions propres -2 212 K€ et réserve légale 777 K€.

(2) Les 976 K€ correspondent à la distribution exceptionnelle versée le 20 juillet 2018 soit un montant brut distribué de 0,04 € par action.

1.5 Etat des flux de trésorerie consolidés

En K€	30/06/18	30/06/17	31/12/17	Note
Flux de trésorerie liés à l'activité				
Résultat net consolidé	3 047	-773	-289	
Résultat des sociétés mises en équivalence				
Dotations aux amortissements	3 393	2 234	4 649	
Provisions nettes	-440	421	778	
Subventions d'investissements inscrites au compte de résultat	-139	-140	-279	
Autres produits et charges calculés (Plus et moins-values de cession)	-3 179	-28	18	
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et charge d'impôt	2 682	1 714	4 877	
Coût de l'endettement financier net	497	332	827	
Charge d'impôt	1 867	1 029	2 771	11
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et charge d'impôt	5 047	3 075	8 475	
Variation du besoin en fonds de roulement	-6 725	-14 410	-3 841	
Impôt sur les bénéfices payés	-2 304	-1 231	-1 562	
Flux net de trésorerie liés à l'activité	-3 983	-12 566	3 073	
Flux de trésorerie liés aux investissements				
Décaissement/acquisitions d'immobilisations incorporelles hors location financement	-157	-347	-703	
Décaissement/acquisitions d'immobilisations corporelles hors location financement	-391	-3 418	-4 981	4
Variation des fournisseurs d'immobilisations	-263		-1 041	
Encaissement/cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	0	181	34	
Décaissement/acquisitions d'immobilisations financières	-317	-313	-2 031	
Encaissement/cessions d'immobilisations financières	2 113	224	478	
Incidence des variations de périmètre	8 093			2
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissements	9 078	-3 672	-8 244	
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement				
Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentation de capital				
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées			-976	
Encaissements liés aux nouveaux emprunts		6 049	6 691	
Remboursement des emprunts	-3 270	-3 000	-5 245	6
Autres flux liés aux opérations de financement				
Intérêts financiers nets versés	-499	-342	-831	
Total des flux liés aux opérations de financement	-3 770	2 707	-361	
Incidence des écarts de conversion	88	-176	-217	
Variation de trésorerie	1 413	-13 708	-5 749	
Trésorerie nette des actifs non courants détenus en vue de la vente		-	-3 564	
Trésorerie nette à l'ouverture de la période ⁽¹⁾	18 907	28 219	28 219	
Trésorerie nette à la clôture de la période ⁽²⁾	20 320	14 512	18 907	

(1) La trésorerie à l'ouverture correspond à la trésorerie et équivalents de trésorerie figurant au bilan de 22 033 milliers d'euros moins les découverts bancaires de 3 126 milliers d'euros.

(2) La trésorerie à la clôture correspond à la trésorerie et équivalents de trésorerie figurant au bilan de 20 436 milliers d'euros moins les découverts bancaires de 116 milliers d'euros.

1.6 Notes annexes aux comptes consolidés semestriels résumés

▪ Déclaration de conformité

Les Etats Financiers Consolidés du groupe pour le semestre clos le 30 juin 2018 sont présentés et ont été préparés conformément à la norme IAS34 - Information financière intermédiaire, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne relative à l'information financière intermédiaire. S'agissant de comptes résumés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS pour la préparation de comptes consolidés annuels et doivent donc être lus en relation avec les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2017 qui sont disponibles sur www.videlio.com.

Les comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2018, ainsi que les notes afférentes, ont été établis sous la responsabilité du directoire et arrêtés le 21 septembre 2018.

▪ Principales méthodes comptables

Les principes comptables retenus pour la préparation de ces comptes semestriels sont identiques à ceux appliqués pour la préparation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2017 (voir Note 6 de l'annexe aux comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2017) à l'exception des nouvelles normes et interprétations appliquées pour la première fois au 1^{er} janvier 2018.

Principales normes, amendements et interprétations d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2018 :

- IFRS 15 « *Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients* ».
- IFRS 9 « *Instruments financiers* ».

Les impacts de l'adoption de ces nouvelles normes ainsi que les nouvelles règles et méthodes comptables appliqués sont présentés en note 1 ci-après.

Principales normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB d'application non obligatoire au 1^{er} janvier 2018 :

Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation ces normes, amendements et interprétations dans les comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2018.

- IFRS 16 « *Contrats de location* ».

La norme IFRS 16 entrera en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2019. Cette norme, qui remplace la norme IAS 17, conduira les preneurs à comptabiliser tous les contrats de location de la même façon, sans faire de distinction entre location financement et location simple. Les seules exceptions concernent les baux à court terme et ceux d'un montant faible (inférieur à 5 000 \$). Le traitement comptable pour les bailleurs ne changera pas de manière significative.

La comptabilisation impliquera la reconnaissance d'un actif au titre du droit d'utilisation et d'un passif au titre des loyers futurs, et générera des changements de présentation :

- ✓ au compte de résultat : le résultat opérationnel se retrouve amélioré par l'absence de charges de loyers relatives à ce contrat, tandis que des dotations aux amortissements seront constatées (en résultat opérationnel) ainsi que des charges financières d'intérêts ;
- ✓ dans le tableau des flux de trésorerie : le paiement des loyers actuellement présenté au sein des flux liés aux activités opérationnelles sera présenté en flux liés au financement sous la forme d'un remboursement de dette et d'intérêts financiers versés.

Les contrats de location simple concernés par ces changements, pour lesquels VIDELIO est preneur, portent sur des immeubles, des véhicules de tourisme ou du matériel.

Au 30 juin 2018, le montant des engagements hors bilan de locations simples s'élève à 18,6 millions d'euros.

Les travaux de recensement des contrats existants au sein du Groupe, et d'analyse des impacts de la mise en œuvre de la norme IFRS 16 se poursuivent. Compte tenu de ces travaux en cours, le Groupe n'a pas encore arrêté son choix quant à la méthode de transition, à savoir une approche rétrospective simplifiée ou complète, et n'a en conséquence pas l'intention d'adopter cette nouvelle norme avant l'exercice ouvert à compter du 1^{er} janvier 2019.

■ **Note 1 : Changements de méthodes comptables**

Cette note présente les impacts de l'adoption d'IFRS 9 « *Instruments financiers* » et IFRS 15 « *Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients* » sur les états financiers du Groupe et précise les nouvelles règles et méthodes comptables qui en découlent et qui ont été appliquées au 1^{er} janvier 2018.

- Impact sur les Etats financiers :

En conséquence de la première application d'IFRS 9 et 15, les états financiers qui auraient été obtenus en application des normes et interprétations précédemment en vigueur sont identiques à l'exception dans le bilan consolidé des :

- Actifs sur contrats, qui représentent le droit inconditionnel à recevoir une rémunération au titre de biens ou services déjà transférés auparavant présentés au sein du poste « Clients et comptes rattachés » (cf. note 5) ;
- Passifs sur contrats auparavant présentés dans le poste « Autres dettes - Acomptes clients et produits constatés d'avance ».

L'application de la norme IFRS 15 est sans impact sur le tableau de flux de trésorerie et sur l'état du résultat global consolidé.

- IFRS 9 « *Instruments financiers* », impact de l'adoption :

La norme IFRS 9 a modifié la norme IAS 39 principalement sur trois volets :

- Volet 1 : classement et évaluation des instruments financiers ;
- Volet 2 : dépréciation des actifs financiers ; et
- Volet 3 : comptabilité de couverture hors macro-couverture.

Le Groupe applique pour la première fois cette norme d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2018 dans le cadre de ses comptes consolidés semestriels arrêtés au 30 juin 2018.

L'application de cette nouvelle norme n'a pas eu d'incidence dans les capitaux propres d'ouverture au 1^{er} janvier 2018.

L'analyse des pertes de crédit attendues a été menée et a conduit à des impacts non significatifs de l'application du modèle des ECL (*expected credit losses*). En conséquence, le Groupe n'a pas amendé les traitements comptables pré-existants.

Par ailleurs, le Groupe n'ayant pas décidé d'appliquer la comptabilité de couverture, le traitement comptable des instruments financiers n'est pas modifié par l'entrée en application d'IFRS 9.

- IFRS 15 « *Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients* », impact de l'adoption :

IFRS 15 est la nouvelle norme régissant les principes de comptabilisation du chiffre d'affaires. Elle remplace la norme IAS 18 précédemment utilisée par le Groupe, ainsi que les différentes interprétations existantes.

La norme IFRS 15, relative à la reconnaissance du chiffre d'affaires, a été adoptée par le Groupe au 1^{er} janvier 2018. Le Groupe a opté pour la méthode de transition dite « rétrospective simplifiée » sans retraitement de la période comparative 2017. Les capitaux propres figurant au bilan d'ouverture au 1^{er} janvier 2018 ne sont donc pas impactés suite à l'application de cette nouvelle norme.

L'analyse des impacts de la norme IFRS 15 a été effectuée par le Groupe selon le modèle en 5 étapes défini pour analyser les contrats signés avec les clients.

Les principales politiques comptables retenues sont les suivantes :

1. Obligations de performance du Groupe

Le Groupe a identifié au sein de ses activités trois obligations de performance (« OP »), pour lesquelles les politiques comptables sont les suivantes.

✓ Intégration

Dans ces projets, VIDELIO s'engage à fournir un système audio et vidéo intégré à un client. L'exécution du contrat exige que VIDELIO développe ou personnalise une conception spécifique, achète le matériel et le configure pour répondre aux spécifications du client, et l'installe sur les sites du client.

Il se peut que le client émette plusieurs commandes pour un même projet, les critères de regroupement dans une obligation de performance unique sont remplis car les biens et services dans un projet d'intégration sont capables d'être distincts, mais ne sont pas distincts dans le contexte du contrat.

VIDELIO s'acquitte de son obligation de performance au fil du temps puisque (i) le système intégré est adapté aux besoins spécifiques de chaque client sans autre utilisation, et (ii) le client bénéficie des avantages du service au fur et à mesure que VIDELIO effectue sa performance.

Les revenus sont étalés sur la durée du projet selon la méthode de l'avancement par les coûts (coûts encourus par rapport aux coûts totaux estimés) qui comprend principalement la main-d'œuvre directe et les matériels liés au contrat. La marge attendue est déterminée pour l'ensemble du projet.

Le chiffre d'affaires issu de la majorité des contrats d'intégration et de services est comptabilisé comme une obligation de performance unique dont le transfert du contrôle s'effectue progressivement.

✓ Services

- Service de délégation de Personnel : Mise en place d'une équipe disposant d'un savoir-faire technique et d'une expertise à la disposition des clients : le contrat ne couvre que les services fournis et non le coût de remplacement d'un matériel défectueux.

Le contrat peut prendre deux formes : une obligation de moyens avec un nombre déterminé de techniciens, ou une obligation ou un résultat avec un forfait/période.

- Services de maintenance du matériel, qui peut comprendre plusieurs types de services : Maintenance, Hotline technique, Réparation du matériel (distincte de la garantie du fabricant), Réassurance : Les biens et services dans ce cas sont susceptibles d'être distincts mais ne sont pas distincts dans le contexte du contrat compte tenu du travail d'intégration réalisé par VIDELIO. Ils sont considérés comme une seule OP.

Pour cette obligation de performance, comme pour l'activité d'intégration, VIDELIO transfère le bénéfice des services au client au fur et à mesure qu'il s'acquitte de son obligation d'exécution dans le temps. Le traitement comptable est donc identique à celui de l'activité intégration.

✓ Distribution de matériel

VIDELIO opère en tant que grossiste spécialisé dans la distribution B to B d'équipements audiovisuels. Les services associés vendus par VIDELIO comprennent des conseils et la sélection de produits en fonction des besoins du client. Ils sont considérés comme une OP distincte.

Cette obligation de performance est satisfaite lorsque le matériel est livré au client.

2. Autres points

Modifications de contrats

Les contrats peuvent être modifiés pour inclure des biens ou services supplémentaires à un projet existant. Ces biens ou services supplémentaires ne sont dans la plupart des cas pas distincts et font partie d'une seule OP. Dans ce cas, VIDELIO regroupe la contrepartie non comptabilisée restante en vertu de l'ancien contrat avec la contrepartie supplémentaire découlant de la modification et répartit l'ensemble entre tous les OP restantes.

Les revenus et les coûts sont ajustés à la date de la modification sur la base d'une méthode de rattrapage cumulatif. Les gains et les pertes résultant du changement de périmètre sont reflétés dans la mesure de l'avancement et la marge globale attendue sur le projet.

Les ordres de modification non tarifés : Dans la plupart des cas, VIDELIO obtient l'approbation du client pour effectuer les travaux supplémentaires, mais le prix des services n'est pas encore défini. Dans ce cas :

- Les coûts supplémentaires engagés sont pris en compte dans la marge globale prévue pour le projet dès qu'une approbation informelle est obtenue du client.
- Les revenus supplémentaires et la marge sont inclus dans la marge globale prévue sur le projet lorsque l'avenant est officiellement signé.

Coûts liés à l'obtention ou à l'exécution d'un contrat

Les coûts liés à l'obtention ou à l'exécution d'un contrat sont passés en charges au fur et à mesure qu'ils sont engagés soit parce qu'ils ne sont pas significatifs soit parce que la période d'amortissement prévue est inférieure à un an.

Analyse Principal vs. Agent (contrats de distribution uniquement)

Dans la plupart des accords conclus par le Groupe avec ses clients, VIDELIO s'engage à fournir les biens ou services spécifiés lui-même, en tant que mandant, et contrôle ces biens ou services distincts avant qu'ils ne soient transférés au client, VIDELIO agit donc en tant que principal.

▪ **Note 2 : Changement dans le périmètre de consolidation**

La société C2M-Intelware est sortie du périmètre de consolidation à compter du 1^{er} juin 2018, date de la réalisation définitive de la cession de 100 % de son capital au profit d'EET France. Cette sortie a généré une plus-value de cession de 3,2 M€ au 30 juin 2018. Le compte de résultat consolidé au 30 juin 2018 intègre cinq mois d'activité de C2M-Intelware.

▪ **Note 3 : Suivi de la valeur des immobilisations incorporelles**

L'écart d'acquisition est déterminé comme étant la différence entre le prix d'acquisition (y compris la meilleure estimation du complément de prix éventuel prévu dans la convention d'acquisition) et la juste valeur de la quote-part de l'acquéreur dans les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables acquis (méthode du goodwill partiel). L'écart d'acquisition positif lié à l'acquisition de filiales est inclus dans les « Immobilisations incorporelles ». L'écart d'acquisition est soumis à un test annuel de dépréciation et est comptabilisé à son coût, déduction faite du cumul des pertes de valeur. Les pertes de valeur de l'écart d'acquisition ne sont pas réversibles. Le résultat dégagé sur la cession d'une entité tient compte de la valeur comptable de l'écart d'acquisition de l'entité cédée.

Les écarts d'acquisition sont affectés aux unités génératrices de trésorerie bénéficiant des synergies liées au regroupement d'entreprises aux fins de réalisation des tests de dépréciation.

La valeur nette comptable des écarts d'acquisition et des autres immobilisations incorporelles à durée indéfinie est revue au minimum une fois par an et à chaque fois qu'il existe un indice de perte de valeur. De tels événements ou circonstances sont liés à des changements significatifs défavorables présentant un caractère durable et affectant soit l'environnement économique, soit les hypothèses ou objectifs retenus à la date d'acquisition. Une perte de valeur est constatée lorsque la valeur recouvrable des actifs testés

devient durablement inférieure à la valeur nette comptable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité.

Les autres actifs incorporels (relations clients, marques) repris dans le cadre de l'acquisition d'une entreprise sont capitalisés séparément des écarts d'acquisition si leur juste valeur peut être déterminée de manière fiable.

Les relations clients acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprise sont évaluées à leur juste valeur selon la méthode des flux de trésorerie futurs en utilisant un taux d'actualisation (WACC, « Coût moyen pondéré du capital ») approprié. Les relations clients sont amorties linéairement sur une durée n'excédant pas 18 mois.

Les marques acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprise sont estimées à leur juste valeur à partir d'un paiement de redevance potentiel en relation avec le chiffre d'affaires annuel, net de taxes. Les marques ne sont pas amorties du fait de leur durée de vie indéfinie. Leur valeur est révisée périodiquement en cas de perte de valeur (baisse du chiffre d'affaires ou marque plus utilisée).

▪ Note 4 : Immobilisations corporelles

	Terrains	Constructions	Matériel et outillage	Matériel et Outillage en Crédit-bail	Autres immos corporelles	Autres immos corporelles en Crédit-bail	Immos en cours	Total
Valeurs brutes au 01/01/2018	5	523	23 388	13 594	12 047	1 496	167	51 220
Investissements (1)			821	631	258	436	7	2 153
Cessions			-1 444		-99			-1 543
Différence de conversion					13			13
Virement de poste à poste					91		-91	0
Valeurs brutes au 30/6/2018	5	523	22 765	14 225	12 310	1 932	83	51 843
Amortissements au 01/01/2018	0	-214	-22 170	-10 517	-5 156	-756	0	-38 813
Dotations aux amortissements		-8	-249	-928	-661	-195		- 2040
Cessions			711		93			804
Différence de conversion					-9			-9
Virement de poste à poste								
Amortissements au 30/06/2018	0	-222	-21 708	-11 445	-5 733	-951	0	40 059

(1) Au 1^{er} semestre 2018, les investissements comprennent un montant de 1,1 M€ correspondant aux nouveaux contrats de crédit-bail non inclus dans le Tableau de Flux de Trésorerie conformément à la norme IAS 7.

▪ Note 5 : Clients

En K€	30/06/18	30/06/17
Montants bruts	24 490	46 518
Dépréciation	2 010	2 202
Net	22 480	44 316

La variation des créances brutes est expliquée, pour 10 451 K€, par la mise en application de la norme IFRS 15 qui a conduit à reclasser en « Actifs sur contrats », les en cours sur les projets dont VIDELIO a transféré les biens et services à ses clients avant d'obtenir un droit inconditionnel au paiement.

▪ Note 6 : Emprunts

En K€	31/12/2017	Entrée de périmètre	Nouveaux emprunts	Remboursement	Ecart de conversion	30/06/18
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédits	14 425			2 156	36	12 305
Emprunts en crédit-bail	3 869		1 131	1 109	1	3 892
Avances de l'état	52					52
Emprunts et dettes financières	7					7
TOTAL	18 353		1 131	3 265	37	16 256

En K€	30/06/18	Courant à - 1 an	Non cour. 1 à 5 ans	Non cour. > 5 ans	31/12/17
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédits	12 305	7 564	4 741		14 425
Intérêts courus sur emprunts	15	15			17
Avances de l'état	52		52		52
Emprunts et dettes financières divers	7	7			7
Emprunts en crédit-bail	3 892	1 798	2 094		3 869
Concours bancaires courants	116	116			3 126
TOTAL	16 388	9 500	6 888	0	21 497

▪ Note 7 : Résultat des minoritaires

Néant.

▪ Note 8 : Résultat par action

▪ Résultat de base

En K€	30/06/18	30/06/17
Bénéfice revenant aux actionnaires de la société	3 047	-773
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	24 489	24 401
Résultat de base par action (€ par action)	0,12	-0,03

▪ Résultat dilué

Le résultat dilué par action est calculé en augmentant le nombre moyen pondéré d'actions en circulation du nombre d'actions qui résulterait de la conversion de toutes les actions ordinaires ayant un effet potentiellement dilutif. La société possède une catégorie d'actions ordinaires et de titres ayant un effet potentiellement dilutif : les options de souscriptions d'actions.

En K€	30/06/18	30/06/17
Bénéfice net revenant aux actionnaires de la société	3 047	-773
Résultat utilisé pour le calcul du résultat dilué par action	3 047	-773
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	24 489	24 401
Nombre moyen pondéré et dilué d'action	24 489	24 459
Résultat dilué par action (€ par action)	0,12	-0,03

▪ Note 9 : Information sectorielle

La Direction du Groupe analyse et mesure la performance de l'activité dans ses différents métiers.

Conformément à IFRS 8, l'information sectorielle suit l'organisation interne du Groupe telle que présentée à la Direction. Le Groupe a choisi de présenter les informations par secteur d'activité. Un secteur d'activité est un groupe d'actifs et d'opérations engagés dans la fourniture de produits ou de services et qui est exposé à des risques et à une rentabilité différente de ceux des autres secteurs d'activité.

L'information sectorielle est établie sur la base du reporting interne utilisé par le Directeur Général, principal décideur opérationnel. En 2017, le Groupe a fait évoluer son reporting interne et modifier corrélativement la définition de ses secteurs opérationnels qui sont désormais les suivants :

- Le secteur « Digital & Media » regroupe des activités d'intégration de systèmes et de services audiovisuels, il comprend les sociétés VIDELIO - IEC, VIDELIO Bénélux, les sociétés de l'ex secteur « Cruise » à savoir VIDELIO - HMS, Harbour Marine System, VIDELIO HMS Kinetics, VIDELIO HMS Operations, VIDELIO Asia Limited et HMS OY, ainsi que les sociétés de l'ex secteur « Media » comprenant VIDELIO-Media, VIDELIO - Cap'Ciné, Timecode Services, VIDELIO Middle East, VIDELIO Media Limited et Broadcast Networks Security and Defence Limited. Les sociétés VIDELIO Global Services et VIDELIO Algérie, constituées en 2017 (cf. ci-dessus), font également partie du secteur « Digital & Media » ;
- Le secteur « Events », dont l'activité comprend les prestations de tous types d'évènements professionnels et d'accompagnement des clients dans leur projet de communication, qui regroupe les sociétés VIDELIO-Events, Financière Utram et Utram ; et
- Le secteur « Autres activités », qui comprend les sociétés VIDELIO, Académie VIDELIO et le GIE VIDELIO Management ainsi que les activités de distribution de matériel exercées par C2M Intelware et Digital Cosy, et de communication unifiée en mode cloud exercées par les sociétés Kross (anciennement G2J.Com), G2J Asia Pacific et G2J US, Inc.

Parmi les indicateurs clés revus et utilisés en interne par le Directeur Général, seuls le Chiffre d'affaires, le Résultat opérationnel courant et l'Ebitda font l'objet d'un suivi par Pôle, les autres indicateurs faisant l'objet d'un suivi au niveau du Groupe.

▪ Compte de résultat par activité :

En K€	30/06/2018				30/06/2017			
	Digital et Media	Events	Autres activités	Total	Digital et Media	Events	Autres activités	Total
Chiffre d'affaires	95 841	14 802	11 064	121 707	89 704	15 787	14 597	120 088
EBITDA	3 508	722	1 143	5 373	2 552	366	562	3 480
% EBITDA/CA	3,7%	4,9%	10,3%	4,4%	2,8%	2,3%	3,9%	2,9%
EBIT	2 632	-206	481	2 907	1 750	-624	177	1 303
% EBIT/CA	2,7%	-1,4%	4,3%	2,4%	2,0%	-4,0%	1,2%	1,1%
Résultat net	-333	-539	3 920	3 047	-406	-918	551	-773
%Résultat net/CA	-0,3%	-3,6%	35,4%	2,5%	-0,5%	-5,8%	3,8%	-0,6%

▪ Note 10 : Autres produits et charges opérationnels

En K€	30/06/18	30/06/17
Plus-value de cession de C2M-Intelware	3 207	
Produit de cessions d'immobilisations		29
Reprise de provisions pour risques	267	
Autres produits	40	193
Autres produits opérationnels	3 514	222
VNC des immobilisations cédées	2	1
Coûts de restructuration		142
Autres provisions pour risques	38	350
Dotation exceptionnelle sur amortissement des agencements	0	47
Dépréciation de l'écart d'acquisition UGT Média	921	
Autres charges	132	330
Autres charges opérationnelles	1 093	870

▪ Note 11 : Impôts sur les résultats

En K€	30/06/18	30/06/17
Impôt courant ⁽¹⁾	1 503	936
Impôt différé	364	-97
Total	1 867	839

(1) L'impôt sur le résultat au 30 juin 2018 comprend une charge nette de 584 K€ au titre de la CVAE, contre 527 K€ au 30 juin 2017.

▪ Note 12 : Provisions pour avantages postérieurs à l'emploi

Le taux d'actualisation utilisé au 30 Juin 2018 est de 1,45 % contre 1.30% au 31 décembre 2017, les autres hypothèses retenues pour l'évaluation des engagements de retraite au 31 décembre 2017 demeurent adéquates au 30 juin 2018. Il en résulte une évaluation de 6 424 K€ au 30 juin 2018 contre 6 168 K€ au 31 décembre 2017, soit une augmentation de 269 K€ partiellement compensée par un écart actuariel net d'impôt différé de 13 K€ comptabilisé en capitaux propres.

▪ Note 13 : Evénements postérieurs à la clôture

▪ Evolution prévisible et perspectives d'avenir

Le Groupe poursuit sa stratégie d'expansion endogène et d'investissement en vue de favoriser son développement tant en France qu'à l'international avec pour objectifs la croissance de ses activités et l'amélioration de leur rentabilité.

2. Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés au 30 juin 2018

PricewaterhouseCoopers Audit

40 boulevard de la Tour d’Auvergne
35040 Rennes Cédex

MBRSM Associés

Membre du réseau RSM International
26 rue de Cambacérés
75008 Paris

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L’INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE

(Période du 1^{er} janvier 2018 au 30 juin 2018)

Aux Actionnaires,

VIDELIO S.A.

13 /15 rue Louis Kerautret Botmel
35000 Rennes

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société VIDELIO S.A, relatifs à la période du 1er janvier 2018 au 30 juin 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Rennes et à Paris, le 21 septembre 2018

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

RSM Paris

IV. Personnes responsables

1. Responsable du rapport financier semestriel
2. Responsable du contrôle des comptes

1. Responsables du rapport financier semestriel

1.1 Identité des responsables du rapport financier semestriel

- David Chouraqui
Président du directoire
- Guillaume Durieux
Membre du directoire – Directeur général
- Hervé de Galbert
Membre du directoire – Directeur général
- Pascal Zératès
Membre du directoire – Directeur général

1.2 Attestation des responsables du rapport financier semestriel

« Nous attestons, à notre connaissance que les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice. »

Paris,
Le 21 septembre 2018

Pour le directoire
David Chouraqui
Président

2. Responsables du contrôle des comptes

2.1 Commissaires aux comptes titulaires

<p>PricewaterhouseCoopers Audit (membre de la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles)</p> <p>63 rue de Villiers 92200 Neuilly sur Seine</p> <p>Renouvelé le 25 juin 2014 pour un mandat de six exercices expirant à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019</p>	<p>RSM Paris (membre de la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Paris)</p> <p>26 rue Cambacérés 75008 Paris</p> <p>Nommé le 29 juin 2016 pour un mandat de six exercices expirant à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021</p>
---	--

2.2 Commissaires aux comptes suppléants

<p>M. Jean-Christophe Georghiou (Associé de PricewaterhouseCoopers) (membre de la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles)</p> <p>63 rue de Villiers 92200 Neuilly sur Seine</p> <p>Nommé le 25 juin 2014 pour un mandat de six exercices expirant à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019</p>	<p>Fidinter (membre de la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Paris)</p> <p>26 rue Cambacérés 75008 Paris</p> <p>Nommé le 29 juin 2016 pour un mandat de six exercices expirant à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021</p>
---	---

V. Remarques générales

1. Définitions

Dans le présent rapport financier semestriel, les termes listés ci-dessous ont la signification suivante :

« **VIDELIO** » et « **Société** » désignent la société VIDELIO.

« **Groupe** » ou « **Groupe VIDELIO** » désigne le groupe constitué par la Société et l'ensemble des filiales détenues, directement ou indirectement, par la Société.

« **AMF** » désigne l'Autorité des marchés financiers.

« **Document de Référence 2017** » désigne le rapport financier annuel et document de référence 2017 de la Société déposé auprès de l'AMF le 26 avril 2018 sous le numéro D. 18-0415.

« **Offre Publique d'Achat Simplifiée** » ou « **OPAS** » désigne l'offre publique d'achat simplifiée réalisée par la Société dans le cadre de son programme de rachat d'actions déclarée conforme par l'AMF le 29 novembre 2010 (visa n° 10-419 du 29 novembre 2010) qui s'est déroulée du 2 au 15 décembre 2010 (inclus).

2. Informations financières

Le présent rapport financier semestriel et notamment le rapport d'activité semestriel contiennent des informations financières issues des comptes consolidés de la Société et des comptes sociaux de ses filiales consolidées ainsi que des agrégats non présentés dans ces comptes, pour lesquels une définition et des explications figurent ci-dessous :

Ebitda ou *Earnings before interest, taxes, depreciation and amortization* correspond à l'excédent brut d'exploitation (EBE) dans les normes comptables françaises et est égal au résultat d'exploitation courant augmenté des dotations aux amortissements comptabilisées dans le résultat d'exploitation courant.

Ebit ou *Earnings Before Interest and Taxes* correspond au résultat d'exploitation dans les normes françaises (résultat d'exploitation courant dans les normes IFRS). Il se calcule en déduisant du chiffre d'affaires net les charges d'exploitation.



Rapport financier semestriel au 30 juin 2018